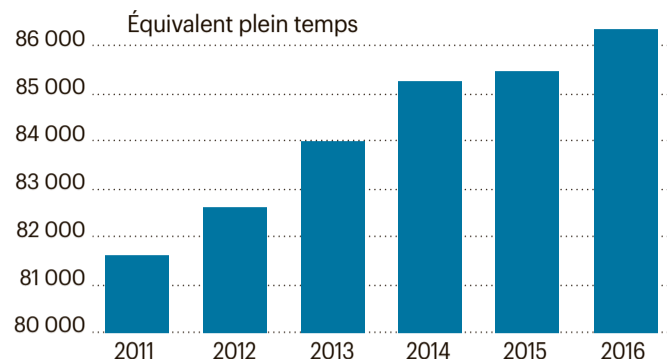
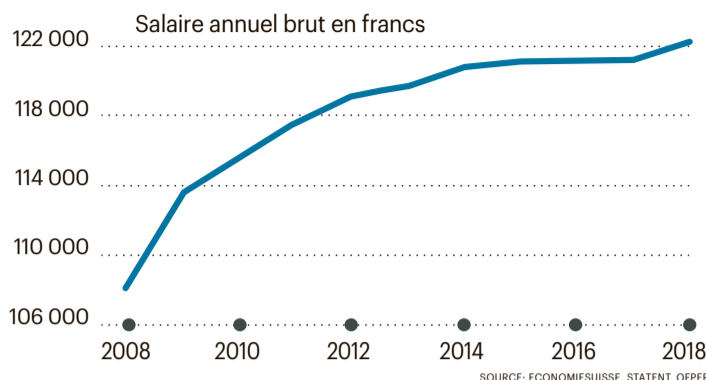


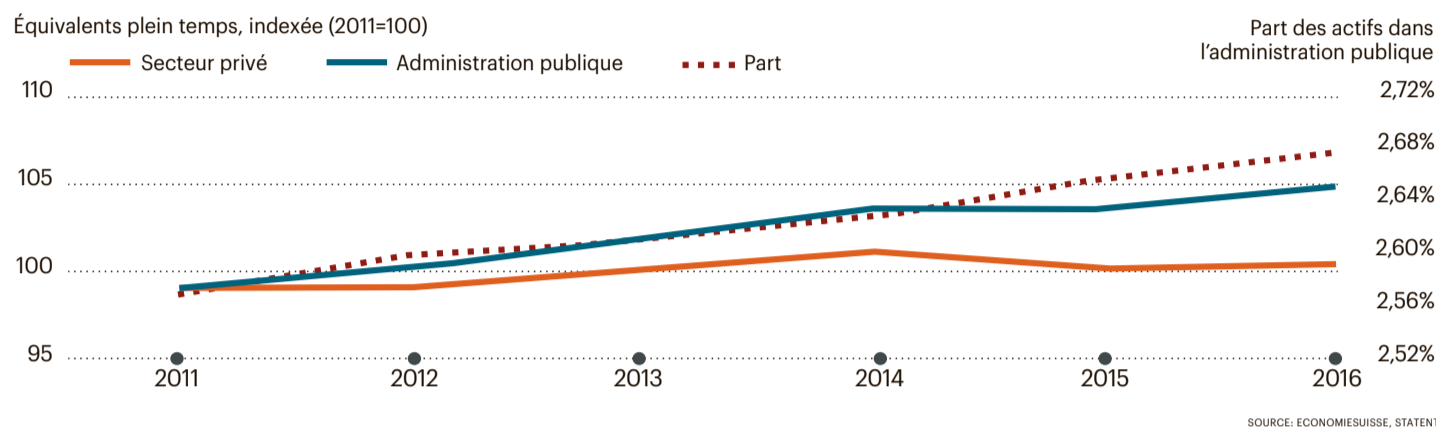
Évolution du personnel de l'administration publique entre 2011 et 2016



Évolution du salaire annuel moyen au sein de l'administration fédérale, de 2007 à 2017



Évolution des actifs dans le secteur privé et dans l'administration publique



L'administration publique suisse grossit à vue d'œil

BUREAUCRATIE Une étude pointe la croissance constante de l'appareil administratif suisse, ainsi que les salaires de ses employés. Les milieux de l'économie veulent freiner cette tendance, propre à la Suisse.

LUCIE MONNAT
lucie.monnat@lematindimanche.ch

L'administration publique est-elle réellement cet énorme Léviathan trop gourmand, trop gâté, et par conséquent trop coûteux? Oui, à en croire la nouvelle étude réalisée par l'organisation faitière EconomieSuisse. Pis: la bête grossit à vue d'œil. S'appuyant sur des données récoltées entre 2011 et 2016, l'étude constate que l'emploi dans l'administration publique a fortement augmenté ces dernières années, et ce de manière disproportionnée par rapport au secteur privé. «Fin 2016, les emplois de l'administration publique en Suisse - Confédération, cantons, districts et communes - correspondaient à 86 339 équivalents plein-temps, soit 6% de plus qu'en 2011. Dans le secteur privé, l'augmentation était de 1,3%», soulignent les auteurs.

Les salaires aussi auraient pris l'ascenseur. En moyenne, ceux du secteur public sont maintenant presque aussi élevés que dans le secteur financier. «En 2008, une personne employée par la Confédération gagnait en moyenne 108 000 francs brut. En l'espace de dix ans, le salaire a augmenté de 13%, à 122 000 francs», souligne les auteurs. Dans le privé, l'augmentation ne dépasse pas les 10% depuis 2008. Le personnel de la Confédération est à ce titre particulièrement bien loti, avec des revenus près de 50% supérieurs à la moyenne de tous les salaires versés en Suisse.

La Suisse ferait d'ailleurs figure d'exception au sein des pays de l'OCDE: aucun autre État n'enregistrerait une croissance de son administration similaire. Sans pour autant être davantage efficace, tacle la faitière de l'économie. Qui estime d'ailleurs que «l'efficacité du secteur public est inférieure à celle du secteur privé».

«Les maigres preuves sont accablantes: à tous égards, l'administration publique croît beaucoup plus vite que le secteur privé», concluent les auteurs, qui le reconnaissent: les données sur lesquels ils se sont basés sont fragiles. En cause, expliquent-ils, le manque de transparence de la Confédération en la

matière ainsi que les ruptures structurelles dans les données. Difficile, en Suisse, de distinguer avec précision qui travaille pour le secteur public ou privé. Outre les différents partenariats, le curseur varie suivant les secteurs et des cantons.

La méthodologie est effectivement le premier élément à avoir sauté aux yeux de Renate Amstutz, directrice de l'Union des villes suisses (UVS). «Non seulement les bases de données me semblent très discutables, mais les auteurs de cette étude effectuent, à première vue, des comparaisons qui le sont encore plus. On ignore par exemple s'il y a eu des changements structurels ou bien des conditions-cadres différentes dans les pays qui sont donnés en exemple. En Suisse, il existe des collaborations publiques-privées qui diffèrent suivant les secteurs et les bases légales dans les cantons et au niveau communal.» Sans compter que le laps de temps étudié semble trop court, poursuit la Bernoise.



Beat Mathys/BZ

«Une administration publique qui fonctionne bien est bénéfique à l'économie»

Renate Amstutz, directrice de l'Union des villes suisses

Pas viable à long terme

Alors, véritable étude ou charge contre l'État des milieux de l'économie? Rudolf Minch, chef économiste d'EconomieSuisse responsable de l'étude, défend la démarche de la faitière. «C'est vrai, certaines données sont faibles en raison du manque de transparence de la Confédération. Mais malgré des chiffres parfois imprécis, les différents indicateurs que nous avons choisis pour notre évaluation laissent tous apparaître une tendance assez forte et claire.» Une croissance de plus qui ne serait pas inévitable, souligne l'économiste. «Notre étude montre que certains pays possèdent

un taux de satisfaction similaire envers leur administration publique, tout en dépensant moins pour elle. Cela montre que l'on peut faire autrement.»

Comment? «Aux problèmes complexes, il n'existe pas de solutions simples, répond Rudolf Minch. Nous n'avons pas voulu réaliser une étude populiste, destinée à fustiger l'administration publique. Nous souhaitons toutefois une prise de conscience, notamment de la part du parlement et du Conseil fédéral, car il est nécessaire de trouver des solutions. La Suisse a connu au cours de ces dernières années une bonne croissance économique. Tant les revenus que les dépenses ont augmenté, ce qui a permis de financer presque tout sans se poser trop de questions. Mais à long terme et en prévision des mauvais jours, ce modèle n'est pas soutenable.»

Légitimité démocratique

Renate Amstutz rappelle que «les tâches publiques sont décidées par les pouvoirs législatifs des trois niveaux étatiques, constitués d'élus par le peuple. Il y a donc une légitimité démocratique indéniabie au fonctionnement de l'administration publique. Cette légitimité, issue de notre démocratie directe, est extrêmement précieuse.» La directrice de l'UVS pointe également le niveau élevé de satisfaction des Suisses par rapport à leur administration, pointé dans l'étude d'EconomieSuisse même. «Non seulement c'est très positif, mais je rappelle également qu'une administration publique qui fonctionne bien est bénéfique à l'économie.» Renate Amstutz rappelle en outre que les tâches et les procédures se sont complexifiées. «Tant la Confédération que les Cantons demandent davantage aux villes et aux communes. Celles-ci sont parfois des structures plutôt petites, et ont parfois de la peine à répondre à toutes les demandes. Je constate qu'elles ne sont pas trop garnies, au contraire.»

Le conseiller aux États Andrea Caroni (PLR/AR) est à ce propos convaincu qu'il faut donner moins de tâches à l'État. Si la Suisse est un îlot de cherté, c'est aussi à cause du monopole de l'État sur certains services. Non seulement cette situation mène à une perte d'efficacité mais elle coûte cher, car l'État n'est pas soumis à la concurrence. «Sous la Coupole, le conseiller national, comme une bonne partie des membres de son parti, œuvre pour freiner l'expansion de la bureaucratie. «Plusieurs mesures permettent de limiter les tâches. Par exemple, tant le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale devraient être contraints d'analyser et justifier la nécessité d'établir une réglementation à l'échelon fédéral. Un organe indépendant devrait également surveiller que ce soit le cas. Il s'agit de freins à nous-mêmes, élus, en quelque sorte!» Lors de la session de printemps, le parlement a suivi en adoptant le principe d'un «frein réglementaire», contraignant le Conseil fédéral à lui soumettre modifications législatives, lois et réglementations nouvelles qui entraînent soit des coûts supplémentaires pour plus de 10 000 entreprises, soit des coûts dépassant un seuil à définir.

Faut-il enseigner la bonne bouffe?

SANTÉ Promouvoir une alimentation saine auprès des jeunes. C'est ce que demande une initiative parlementaire soutenue par des élus de tous les partis et régions du pays.

En Suisse, 42% de la population sont en surpoids. Chez les personnes âgées, ce taux est même de 53%, s'alarmait mardi l'Office fédéral de la santé. Le même jour, une étude française dévoilait que 75% des 4 à 7 ans absorbent beaucoup trop de sucre. «La réalité de ces chiffres prouve que les gens ne savent plus s'alimenter sainement, et j'en sais quelque chose», lâche Laurent Wehrli (PLR/VD). Pour y remédier, il a déposé une initiative parlementaire qui veut la mise en place d'un programme fédéral «Jeunesse + alimentation», sur la base de ce qui se fait déjà avec le sport ou la culture.

«Il faut donner aux jeunes les savoirs indispensables pour pouvoir se nourrir, prendre plaisir en s'alimentant, sans conséquence négative pour leur bien-être», détaille Laurent Wehrli. Il pense à la promotion de la santé. Alors que le parlement vient de refuser une taxe sur les produits sucrés, le Vaudois a réussi l'exploit de fédérer derrière lui des élus de tous partis et régions linguistiques. «J'ai été déçu en bien du très bon accueil de mes collègues. La taxe sur le sucre prenait le problème du mauvais côté: taxer sans améliorer la formation. Il vaut mieux sensibiliser aux conséquences d'une mauvaise alimentation que de sanctionner certains comportements.»

Ce large soutien peut-il faire une majorité sous la Coupole? Pas sûr, mais même en cas de rejet, les partisans du texte ne s'avoueraient pas vaincus. L'initiative parlementaire «Jeunesse et alimentation» ressemble en effet furieusement à l'initiative populaire «Jeunesse et goût» lancée l'an dernier par le mouvement Slow Food Suisse. «L'idée est d'amener dans les écoles une prise de conscience sur ce que nous mangeons, expliquait alors Josef Zisyadis, son président. Cela peut se concrétiser par des visites de classes chez les producteurs ou des cuisiniers. Ou, à l'inverse, par la

venue de professionnels dans les classes.»

Cette proximité entre les deux textes ne doit rien au hasard. «L'idée est de passer par la voie parlementaire, car elle est plus rapide, détaille Laurent Wehrli. Mais si ma proposition échoue, le débat aura montré où se trouvent les pierres d'achoppement. Ce qui permettra d'affiner l'initiative populaire afin qu'elle trouve une majorité en votation.»

«Un gag électoral»

La stratégie est-là; les réticences aussi. Bien que Laurent Wehrli soutienne que le premier objectif sera «de coordonner encore mieux toutes les mesures déjà mises sur pied tant par les Cantons, la Confédération et les autres associations et entreprises, afin de gagner en efficacité et en cohérence», les milieux éducatifs sont sur la retenue. La Conférence latine des directeurs cantonaux de l'instruction publique ne s'est pas encore penchée sur la question, mais son secrétaire général perçoit les limites de l'exercice. «L'alimentation fait déjà partie du plan d'étude, et se traduit notamment à travers les heures d'économie familiale», explique Olivier Maradan. Pour lui, cette tendance qui fait que chaque groupe d'intérêts veut peser dans le programme scolaire conduit à une impasse. «La semaine passée, c'était l'informatique, cette fois l'alimentation. Si on doit faire plus de cours, on enlève quoi à la place? Des maths? Du français? Ou faut-il allonger la grille horaire? Mais alors qui va payer?»

Au-delà des problèmes purement pratiques, certains élus coincent sur l'idée même de cette proposition. «C'est hallucinant de donner à l'État fédéral la compétence de décider ce qu'il faut manger et comment, réagit Yves Nidegger (UDC/GE). Le lien à la nourriture, c'est une décision profondément intime. Pour l'enfant, elle est prise par ses parents, à la rigueur par les écoles dans le cas des cantines, mais ça ne doit en aucun cas venir de la Confédération.» Et de tacle Laurent Wehrli accusé de «gag électoral». «Un homme de droite, ça aime la vie; un homme de gauche, ça aime les lois. Laurent Wehrli file du mauvais coton. Avec des PLR comme ça, on n'a plus besoin de socialistes.» FLORENT QUIQUEREZ



Anthony Anex/Keystone

«Les gens ne savent plus s'alimenter sainement, et j'en sais quelque chose», lâche Laurent Wehrli (PLR/VD)